

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL SEGALASSES ENERGIE

82 route de Bayonne
31300 TOULOUSE

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006809989

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SARL SEGALASSES ENERGIE implanté Ségalasses Brusque, Camarès et Peux et Couffoueux 12360 BRUSQUE. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SEGALASSES ENERGIE
- Ségalasses Brusque, Camarès et Peux et Couffoueux 12360 BRUSQUE
- Code AIOT : 0006809989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est divisé en 2 par l'exploitant, le côté Cun Grands (4 éoliennes) a été mis en service le 29/03/2019. Le côté Fou Grands (3 éoliennes) a été mis en service le 01/02/2019.

Les 7 éoliennes du parc sont des E82 du turbinier Enercon (3 MW de puissance nominale).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- à compléter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Mise en demeure, déchets	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Défaillance bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1..3	/	Sans objet
3	Contrôle chiroptères SCADA	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.5	/	Sans objet
4	Système de détection/ bridage avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.3	/	Sans objet
5	Vérification du fonctionnement du SDA après la mise en service	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.4	/	Sans objet
6	En cas de mortalité d'individu d'une espèce cible	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.8	/	Sans objet
7	Contrôle avifaune SCADA	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.9	/	Sans objet
8	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
9	Efficacité bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Évaluation de l'efficacité du SDA	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.6	/	Sans objet
11	Pannes SDA	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.7	/	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
14	Matériel électrique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
17	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
18	Facteurs attractivité chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1	/	Sans objet
19	Facteurs attractivité avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.1	/	Sans objet
20	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
21	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
22	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
23	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
24	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral à l'exception de la gestion des déchets. L'exploitant a conscience des non-conformités et a entamé les démarches pour respecter la réglementation (achat de containers de déchets sur site, inscription sur TrackDéchets, remplissage des BSD). Toutefois, le mauvais remplissage des BSD ainsi que le stockage actuel des déchets sur le site du maintenancier impose une mise en demeure au titre de la réglementation sur les déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent. Ce bridage doit être opérationnel, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :- Entre le 1er avril et le 15 novembre lorsque : • la température est supérieure ou égale à 10° C ; • et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5 m/s. La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle. Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : Les données ont été transmises à l'inspection le 09/11/2022. le bridage est opérationnel depuis le 1er avril 2022. Les données transmises sont conformes aux spécifications de l'AM. Une vérification par sondage de l'effectivité du bridage a été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Défaillance bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1..3
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La défaillance du bridage chiroptère est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc. L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la défaillance pour apporter la solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre. Les défaillances du plan de bridage sont notifiés dans un registre de défaillance et de maintenance.
Constats : L'exploitant n'a pas signalé de défaillance particulière, des vérifications par l'exploitant sont faites au 1er avril et en fin de période réglementaire du bridage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle chiroptères SCADA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : Les données brutes de bridage ont été transmises pour la période du 1er avril 2022 au 7 novembre 2022, selon le format demandé par l'AM.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système de détection/ bridage avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune.</p> <p>Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.</p> <p>Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en : • détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne, • en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne.</p> <p>Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Le niveau de performance du SDA défini en annexe porte sur : • le champ de vision de la détection, • la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles • le dispositif d'effarouchement, • l'enregistrement vidéo</p> <p>Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL deux mois avant la mise en service du SDA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDA est opérationnel depuis 2019 pour les éoliennes E3 et E7. Les rapports d'installation ont été fournis à l'inspection cette année-là.</p> <p>Pour les autres machines, les SDA ont été installés le 17/03/22, puis leur paramétrage a été finalisé par SafeWind le 06/05/2022. Cependant l'exploitant a connu des problèmes de livraison de matériel informatique (convertisseur non disponible, qui n'a pu être installé qu' en septembre). L'entrée en service effective des SDA est donc le 3 octobre 2022.</p> <p>La vitesse de bridage non accidentogène est définie à 60 km/h. Ce paramètre est recommandé par le constructeur.</p> <p>De plus, suite à la mortalité d'un Milan Royal le 5 mai 2022, l'exploitant a mis en place un bridage en cas de fauchage à proximité des éoliennes. Ce bridage a eu lieu sur 5 jours plein, du 9 au 13 juin – 314 heures).</p>
<p>Observations : L'APC demandait une mise en service du SDA au 1er juin 2022. Au regard de l'installation de SDA sur 2 machines en 2019, puis de la mise en service des 5 autres avant la visite d'inspection, aucune non-conformité n'est retenue sur ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification du fonctionnement du SDA après la mise en service

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique. Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement les cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA. L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.
Constats : Le SDA ayant été mis en le 3 octobre, le rapport de biomonitoring est prévu pour l'année prochaine. Le devis a été vérifié par l'inspection. 3 sessions de biomonitoring sont prévues en fonction de l'activité de l'avifaune.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : En cas de mortalité d'individu d'une espèce cible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement. Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une des espèces cibles (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple) : • l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne tout le parc, • l'exploitant déclare cette mortalité sous 24 heures ouvrées à la DREAL en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL, • l'exploitant transmet dans les meilleurs délais un rapport analysant les causes de cette mortalité. Dans le cas où la mortalité est seulement due à une panne, la remise en service a lieu dès que la panne est réparée. Dans le cas où la mortalité n'est pas due à une panne mais à une insuffisance de performance du SDA, la remise en service de toutes les éoliennes est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. Puis l'exploitant propose sous un mois des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du SDA ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.
Constats : Une mortalité d'un Milan royal a eu lieu 05/05/22, elle a été notifiée le 11/05/22. Cette mortalité est due à une collision avant l'installation du SDA sur l'éolienne E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Détermination par l'exploitant d'un référent L'exploitant transmet à la DREAL les coordonnées (mail et numéro de portable) du responsable d'intervention du parc au sens de l'article 23 de l'arrêté du 26 août 2011. Le cas échéant, sur demande de l'inspecteur de la DREAL, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection sauf en cas d'urgence dans un délai maximal de 72 heures.</p> <p>Contrôle sur site avec drone Le contrôle porte sur les distances réelles de détection des espèces cibles. Les tests sont effectués sur la base d'une ou plusieurs distances choisies par l'inspecteur afin de déclencher la détection, l'effarouchement et la régulation prévus. Le délai de prévenance est de deux semaine minimum. La DREAL peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mobiliser ses propres moyens techniques, • demander à l'exploitant de faire venir sur site un prestataire en capacité de réaliser des opérations de pilotage de drone avec un appareillage technique permettant de justifier en temps réel la hauteur et la distance de l'engin volant mobile par rapport à un mât éolien (télémètre laser de haute précision ou autre). Les frais d'intervention du prestataire sont pris en charge par l'exploitant. <p>L'inspecteur peut demander un déclenchement forcé à distance de la régulation d'une ou plusieurs machines. Ce déclenchement permet de calculer précisément le temps nécessaire aux différentes phases du processus de régulation: envoi de l'ordre d'arrêt par le système de réduction, transfert de l'ordre au SCADA par le réseau informatique, temps de prise en compte de l'ordre par l'éolienne et temps nécessaire à une décélération suffisante du rotor.</p> <p>Contrôle sur site sans drone Le contrôle porte sur une simulation de dysfonctionnement d'un élément du système de réduction (caméra, radar ou autre) sur une ou plusieurs machines. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique. Le délai de prévenance est de deux semaines minimum. Cette simulation est faite à distance par le gestionnaire de ces systèmes sur demande de l'inspecteur de la DREAL.</p> <p>Contrôle à distance Le contrôle porte sur les vidéos de détection/régulation. Dans un délai maximum de 72 heures ouvrées, l'exploitant donne temporairement un accès aux vidéos archivées de détection/régulation.</p>
<p>Constats : Le nom du référent désigné par l'exploitant a été transmis à l'inspection des installations classées. L'accès aux vidéos du SDA a été vérifié par sondage, un accès temporaire aux vidéos de détection/régulation a pu être donné à l'inspecteur sur demande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi environnemental de 2021 a bien été transmis à l'IIC. Des suivis ont été réalisés en 2019, 2020 et 2021. Ceux-ci sont conformes au protocole de 2018.</p> <p>Au total, du 5 janvier 2021 au 14 décembre 2021, 12 cadavres (6 oiseaux et 6 chiroptères) ont été retrouvés sur le parc éolien lors des suivis. Grosses mortalités estimées en 2021 (167 oiseaux et 179 chiroptères).</p> <p>Conclusion du suivi de 2021 : « Au vu d'une mortalité légèrement croissante ainsi que la présence d'une espèce avec un statut de conservation défavorable et un enjeu régional fort, l'impact du parc semble significatif pour les chiroptères et l'avifaune, notamment les Milan qui viennent chasser sous les éoliennes lors des périodes de fauche des champs. Néanmoins, l'impact sur une espèce en particulier s'avère compliqué à quantifier du fait d'un nombre de paramètres non connus comme la taille des populations locales. La mise en place de certaines mesures devrait permettre de réduire l'impact du parc de Ségallasse et conduire à une non-significativité de la mortalité. »</p> <p>La preuve de dépôt des données sur DEPOBIO a été transmise à l'IIC le 09/11/22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Efficacité bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois qui suivent sa finalisation.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi environnemental a été réalisé en 2022 et un autre est prévu pour 2023. Aucune mortalité chiroptères n'a été enregistré en 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Évaluation de l'efficacité du SDA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un suivi environnemental est prévu pour 2023 pour l'avifaune. En 2022, au moment de l'inspection, deux mortalités ont été constatées : 1 Milan royal et 1 hirondelle des fenêtres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Pannes SDA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures. L'exploitant informe la DREAL dès qu'il a connaissance d'une panne affectant le bon fonctionnement du SDA. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA. Les pannes du SDA sont consignées dans un registre de panne et de maintenance.
Constats : Une panne du SDA sur l'éolienne n°7 du 27/08/21 au 28/09/21 a bien été signalée à l'IIC. L'extrait du registre a été transmis à l'IIC. L'incident relatif au retard d'installation des SDA a été transmis à l'IIC le 22/11/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Les manuels d'entretien des machines ont été transmis à l'IIC le 08/11/22. Ils décrivent les opérations de maintenance à réaliser, et les tests à réaliser. Le registre des incidents a été transmis à l'IIC le 09/11/22. Il comprend les fréquences de tests à réaliser et la réalisation des tests effectués. La dernière série de tests a été réalisée le 10/11/21 ou 18/01/22 selon les éoliennes. Une nouvelle série de test par le turbinière était en cours sur les éoliennes lors de la visite d'inspections le 20/11/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : La réalisation des tests est bien consignée dans le registre transmis à l'IIC. Il indique bien la réalisation des tests de mise à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les rapports des contrôles des équipements électriques du Bureau Veritas ont bien été transmis à l'IIC le 09/11/22. Ils sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Les habilitations de travail en hauteur et habilitations électriques des techniciens de l'exploitant ont été transmises à l'inspection des installations classées le 22/11/22. La planification des exercices d'entraînement pour l'année 2023 a été transmise le 22/11/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Deux anomalies ont été constatées concernant la gestion des déchets par l'exploitant : – les bordereaux de suivi de déchets (BSD) ne sont pas correctement remplis, car le producteur de déchets indiqué sur le BSD est turbinier et non l'exploitant. – de plus, les déchets sont envoyés au centre de maintenance du turbinier, qui n'est pas autorisé en tant que centre de stockage de déchets. L'exploitant est conscient des non-conformités : des contacts ont été pris avec le prestataire ORTEC pour la commande de containers de stockage temporaire de déchets sur site « EOLBOX mini ». Leur installation est prévue pour la fin de l'année 2022. L'exploitant a par ailleurs enregistré la société productrice de déchets sur TrackDéchets afin de se mettre en conformité lors de la réalisation des prochains BSD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6mois

N° 17 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les accès au parc éolien sont bien entretenus et carrossables. Les abords des éoliennes sont propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Facteurs attractivité chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. • Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : Les facteurs d'attractivité des chiroptères ont été limités. Deux lumières sont constatées, au-dessus de la porte d'entrée du mât de l'éolienne, maintenues pour des raisons de sécurité et qui ne s'allument qu'en cas d'intervention des techniciens de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Facteurs attractivité avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les espèces avifaune sur le site et vers les éoliennes sont éliminés, à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces. La régénération de toute pelouse ou friche herbacée ainsi que la formation d'ourlets ou bandes enherbées en bordure d'aménagement (chemin d'accès, plateformes) est à limiter, de manière à éviter la formation de zones de refuge pour la petite faune qui faciliteraient les séquences de chasse de certains rapaces.
Constats : Les facteurs d'attractivité pour l'avifaune ont été limités, les abords des éoliennes sont clairs et découverts d'espaces herbacés. L'exploitant a de plus réalisé un bridage lors des fauches des prés voisins entre le 9 et le 13 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que la porte d'accès à l'éolienne n°6 était bien fermée à clé. Le poste de livraison était aussi fermé à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les éoliennes sont bien identifiées par un numéro unique, lisible sur le mât. Un panneau présentant le plan du parc et les consignes de sécurité à respecter a pu être constaté à l'entrée du parc. Le plan du parc est visible ainsi que les différents pictogrammes prescrits par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Il a été constaté qu'un extincteur était bien présent au pied de l'éolienne visitée et qu'un autre extincteur était présent dans la nacelle. Les deux extincteurs ont été vérifiés en octobre 2021 par l'organisme SLMI. Les techniciens de cette société étaient en train de réaliser les vérifications des extincteurs le jour de la visite d'inspection le 15/11/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'éolienne n°6 était propre et ne contenait pas de produits combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Le plan de prévention rédigé par l'exploitant a été communiqué aux techniciens de maintenance. De plus, ces consignes sont présentes dans les mâts des éoliennes. Elles détaillent les premières consignes de sécurité à respecter, les numéros d'urgence et les procédures en cas d'incident/accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet